



HAL
open science

Moment d'effervescence dans l'économie mondiale

Frédéric Lebaron, Pierre Penet

► **To cite this version:**

Frédéric Lebaron, Pierre Penet. Moment d'effervescence dans l'économie mondiale. *Savoir/Agir*, 2021, 56, pp.5-10. 10.3917/sava.056.0007 . hal-03472033

HAL Id: hal-03472033

<https://hal.science/hal-03472033>

Submitted on 9 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Moment d'effervescence dans l'économie mondiale

Dossier coordonné par Frédéric Lebaron et Pierre Pénet
IDHES, ENS Paris-Saclay

Les implications économiques de la crise sanitaire s'annoncent d'une ampleur considérable. Les événements survenus depuis mars 2020 rappellent un constat établi de longue date par les historiens de la santé, à savoir que les pandémies mettent sous tension les structures sociales et sont propices à l'évolution rapide des schémas de pensée¹. Si la crise sanitaire n'a pas pour l'instant entraîné un effondrement financier comparable à 2008, et s'il reste difficile d'établir avec certitude ses conséquences macroéconomiques de long terme, la pandémie produit déjà des effets notables, certains spectaculaires, d'autres plus discrets.

Deux grandes options s'offrent aux chercheurs et aux chercheuses en sciences sociales pour rendre compte des effets de la crise sanitaire sur l'économie. Premièrement, on peut voir dans la pandémie un événement révélateur qui fait apparaître avec plus de netteté certaines structures sociales profondes de l'économie, les soubassements théoriques et moraux des politiques économiques ou l'exposition inégale des groupes sociaux aux risques sanitaires. De ce point de vue, la crise sanitaire a exposé au grand jour tant les conséquences des politiques néomanagériales, qui ont fragilisé l'hôpital public et compliqué la gestion de la pandémie, que le mouvement croissant de financiarisation de l'économie depuis les années 1990. La financiarisation a contribué à l'endettement massif de certains groupes sociaux, comme les étudiants. La hausse des frais d'inscription et des prêts étudiants en Angleterre et aux États-Unis depuis les années 1980 a précarisé les étudiants, les rendant particulièrement vulnérables aux effets de la pandémie (disparition des jobs étudiants, hausse des frais étudiants)². La pandémie a également révélé l'existence de cadres juridiques internationaux (régimes de sanctions financières et embargos économiques, lois de propriété intellectuelle) qui ont entravé le commerce d'équipements sanitaires et l'envoi du matériel vaccinal à certains pays, aggravant ainsi les inégalités mondiales dans la lutte contre la pandémie. Enfin, des déséquilibres hérités de la crise des subprimes ont ressurgi ces derniers mois, comme la fragilité structurelle de nombreuses banques européennes qui n'ont pas nettoyé leur bilan depuis 2008 et l'environnement de taux d'intérêt bas qui pousse de nouveau les investisseurs à prendre des risques inconsidérés, comme en témoignent la faillite récente du fonds Archegos et la spéculation autour des cryptomonnaies. Du point de vue de ses effets sur l'économie mondiale, la crise sanitaire n'est donc pas un simple accident exogène ou conjoncturel, mais un événement dont la survenue, la gestion et les effets s'inscrivent dans les changements de long terme affectant les structures de l'économie mondiale.

Une deuxième approche consiste à étudier la pandémie comme un « moment effervescent », au sens d'Émile Durkheim, c'est-à-dire comme un processus instituant, conduisant à l'évolution de certaines croyances et, plus généralement, à la transformation du monde social. Cette lecture de la pandémie conduit à s'intéresser à la manière dont certains acteurs collectifs (les banques centrales, les organisations internationales, les communautés d'économistes) se sont saisi des enjeux du moment pour renouveler leurs schémas de pensée, faire évoluer des

¹ Johan Goudsblom, « Les grandes épidémies et la civilisation des mœurs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 68, 1987, p. 3-14 ; Frank Snowden, *Epidemics and Society: From the Black Death to the Present*, New Haven, Yale University Press, 2019.

² Sur le lien entre financiarisation de la vie étudiante et précarité aux États-Unis, voir : Elizabeth Tandy Shermer, *Indentured Students: How Government-Guaranteed Loans Left Generations Drowning in College Debt*, Cambridge, Belknap Press, 2021.

rapports de force existants et institutionnaliser de nouvelles pratiques. L'effervescence du contexte pandémique se matérialise déjà de plusieurs façons. En l'espace de quelques mois, l'urgence sanitaire a d'abord fait tomber plusieurs tabous comme les règles budgétaires de la zone euro qui ont été suspendues début 2020 pendant que la France et l'Allemagne vantaient les vertus de l'endettement public et du « quoi qu'il en coûte » pour financer la réponse sanitaire. Ensuite, des mesures envisagées de longue date mais qui peinaient à se concrétiser, faute de volonté politique, ont finalement vu le jour comme un taux d'impôt minimal mondial sur les sociétés, un dispositif européen permettant de lever de la dette en commun et des mesures fortes de relocalisation et de planification économique, notamment aux États-Unis, en rupture avec des décennies de politiques de libre-échange. Enfin, la pandémie a conduit à une acceptation de la déviance avec l'amplification de politiques « hors cadre » comme les mesures non-conventionnelles de rachat des dettes publiques en Europe.

Il est évidemment difficile, à ce stade, de pronostiquer la portée et la durée de ces changements déjà conséquents. Les nouvelles pratiques économiques nées de la crise sanitaire suscitent en effet des résistances croissantes. L'effervescence pose ainsi la question de son confinement, tant sur le plan de son extension temporelle que du périmètre des pratiques et des secteurs concernés. La tentation est forte de refermer la parenthèse et de revenir aux habitudes d'avant la crise. Il faut donc se garder, pour l'instant, de voir dans la pandémie une « jonction critique », selon le terme utilisé par les politistes pour décrire l'institutionnalisation de nouveaux sentiers politiques dans des périodes d'incertitudes majeures³. La pandémie a certes été marquée par l'irruption de la société dans des débats techniques (la dette, les vaccins, le fonctionnement de l'hôpital public) autrefois réservés à des spécialistes, rendant possible la construction de ponts entre les appareils critiques issus de la recherche universitaire et les mouvements sociaux. Mais il ne faut pas sous-estimer la capacité des croyances économiques à perdurer. Face à la communication de crise adoptée par certains acteurs – on pense à la rhétorique écologique développée par des entreprises fossiles ou à la promesse de certaines banques de verdir leurs investissements –, l'effervescence pandémique ne pourra s'inscrire véritablement dans la durée que si elle trouve une traduction politique et débouche sur de nouvelles formes d'organisation collective à même de l'ancrer durablement dans les pratiques.

Ces deux lectures du contexte pandémique conduisent à des engagements sociologiques différents et complémentaires. Lorsqu'il est envisagé en fonction d'un arrière-plan de politiques et de croyances existantes, le contexte pandémique peut servir à confirmer des résultats d'enquête, mais aussi à préciser des hypothèses de travail à partir de l'observation de développements en décalage face aux théories existantes. La valeur heuristique de la pandémie est différente lorsqu'on s'intéresse à sa dimension effervescente : elle suppose d'accepter que les phénomènes récents puissent déborder le cadre des appareils critiques existants. S'intéresser à la pandémie au travers des changements qu'elle entraîne – recompositions discursives, surgissement de nouveaux acteurs inattendus, ruptures épistémiques – permet de forger de nouvelles hypothèses et de nouveaux programmes de recherche.

Les articles de ce dossier livrent un panorama qui se veut le plus vaste possible, sans être toutefois représentatif des débats et des changements en cours. Pierre-André Juven et Fanny Vincent inscrivent les politiques de gestion de la pandémie dans le contexte des réformes néolibérales qui ont conduit au modèle de l'hôpital-entreprise sous-financé. Ces réformes

³ Peter Gourevitch, *Politics in Hard Times: Comparative Responses to International Economic Crises*, Ithaca, Cornell University Press, 1986.

imposées dans les pays de l'OCDE au nom de la maîtrise de la dépense publique et du *lean management* ont entraîné des fermetures de lits et de services, précarisé le travail des personnels hospitaliers et sérieusement compliqué la réaction des autorités françaises et européennes face à l'épidémie. Un avis désormais partagé par de nombreux médecins est que la gestion de crise a été déterminée moins par la nature de la pandémie que par la contrainte exercée par les multiples réformes de l'hôpital, des réformes dont les personnels soignants avaient justement identifié les effets potentiellement désastreux durant l'épisode de grève de l'hiver 2019. Si la crise sanitaire a mis en suspens le rationnement des moyens et permis en l'espace de quelques mois la réappropriation de l'hôpital par ses personnels, certains déclarant ainsi travailler dans des conditions radicalement nouvelles, ces changements risquent cependant de ne pas s'inscrire dans la durée, car le paradigme néomanagérial de l'administration hospitalière n'a pas été clairement remis en cause, ni la verticalité gestionnaire de la prise de décision, ni même l'impératif de contrôle des dépenses, autant d'aspects qui risquent de resurgir dans les prochains mois.

Selon Grégoire Mallard, Jin Sun et Erica Moret, la pandémie est un événement révélateur d'évolutions juridiques internationales, peu connues, affectant la lutte mondiale contre la propagation du coronavirus. Certains pays pauvres (comme l'Afghanistan, la République Démocratique du Congo, Haïti, l'Iran, l'Iraq, la Syrie) font en effet l'objet de sanctions américaines et/ou internationales qui entravent la santé des populations. Ces sanctions, motivées par la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent, ont compliqué l'acheminement d'équipements sanitaires et du matériel vaccinal, en violation du Règlement sanitaire international (RSI), qui oblige les États membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à « prévenir ou à réduire la propagation internationale des maladies en créant le minimum d'entraves » au commerce international de biens et de personnes. Le RSI n'est pas respecté car les États-Unis menacent de représailles toute entreprise, banque ou ONG s'engageant dans une transaction de nature commerciale ou financière avec les pays sanctionnés. Ce risque a entraîné le retrait d'agents humanitaires, compliqué l'acheminement de produits médicaux et fragilisé des systèmes de santé nationaux déjà paralysés par la crise sanitaire. En guise de conclusion, l'article indique comment l'OMS pourrait œuvrer à contourner les obstacles politiques au commerce des produits médicaux vitaux, même vers les pays sous sanctions.

Rafaël Cos et Sarah Kolopp s'intéressent aux efforts déployés par les banques pour afficher leur utilité publique durant la crise sanitaire. Les grands établissements bancaires français ont mis en avant leur enrôlement volontaire dans des dispositifs de soutien des entreprises et de relance économique. Mais quel statut accorder à ces discours ? Cet article rappelle que les banques françaises ont été historiquement investies de missions d'intérêt général après la seconde guerre mondiale, avant que les politiques de privatisation et de libéralisation du secteur bancaire dans les années 1980 les conduisent à mobiliser plus avant les registres de la profitabilité et de la compétitivité pour définir leurs activités. L'analyse suggère que ces proclamations de civisme et de désintéressement doivent être comprises au regard des crises croisées – crise de liquidité, crise de légitimité, crise de profitabilité – que connaît le secteur bancaire français depuis la crise financière de 2008. Face à l'éventualité d'une cascade de faillites d'entreprises, qui occasionnerait des pertes conséquentes sur les crédits consentis durant la pandémie, les banques cherchent par la rhétorique de l'intérêt général à monnayer leurs fragilités financières en autant de concessions sur le plan des nouvelles mesures prudentielles et réglementaires envisagées dans le cadre de la révision de Bâle III. Ces nouveaux couplages discursifs entre finance, économie et intérêt public sont révélateurs de l'ampleur des intérêts qui unissent les États et les banques et du fait que la protection de

l'intérêt général est progressivement transférée des premiers vers les secondes, ce qui aboutit à brouiller un peu plus les frontières entre le public et le privé.

Frédéric Lebaron se penche sur les changements importants introduits par la pandémie dans les pratiques des banques centrales. La crise sanitaire a mis au centre du jeu politique et économique la Banque centrale européenne et ses mesures « non conventionnelles » de rachat des titres souverains. Ces politiques hors cadre et perçues comme hétérodoxes ont valu à la BCE d'être accusée de manque d'indépendance face aux États. Outre ces critiques traditionnelles, les banques centrales sont aussi visées par de nouveaux registres critiques ciblant leur manque de diversité et leur non prise en compte des enjeux climatiques dans leur mandat. De façon surprenante, ces critiques ont été plutôt bien accueillies par les banques centrales. Par rapport à la représentation d'organismes figés dans leurs croyances et leurs pratiques, Frédéric Lebaron montre comment les banques centrales se sont saisies des critiques pour institutionnaliser de nouvelles pratiques et de nouveaux discours, tout en discutant de la portée réelle de ces évolutions.

Pierre Pénet retrace les débats suscités par la proposition d'annuler la dette publique détenue à l'actif de la BCE en contrepartie de la réalisation d'un plan massif de relance économique et d'investissements dans la transition écologique. Ce projet, soutenu par une centaine d'économistes et des responsables politiques français et européens répond à une urgence politique : il part du constat que les dogmes budgétaires de la zone euro sont profondément inadaptés aux priorités macroéconomiques de l'après crise et que la réaffirmation de la *doxa* fiscale et budgétaire aurait des conséquences politiques et électorales désastreuses pour les États européens déjà éprouvés par des années d'austérité, un constat qui trouve un écho dans certains travaux historiques publiés récemment⁴. Sans surprise, ce projet suscite de fortes résistances chez de nombreux économistes et responsables institutionnels qui prônent, outre le retour à l'austérité, l'ingénierie du cantonnement pour rembourser les dettes sur le temps long. Mais le débat ne se limite pas à une opposition entre orthodoxes et hétérodoxes. L'effacement d'une partie de la dette publique trouve également de nombreux contradicteurs chez des économistes classés à gauche qui proposent d'autres solutions pour contrer le retour à la consolidation budgétaire. Ce désaccord au sein du « camp » hétérodoxe traduit moins une divergence de fond sur la situation macroéconomique qu'une opposition tactique sur la meilleure façon d'exploiter la fenêtre d'opportunité politique ouverte par la pandémie. La controverse sur l'annulation de la dette recouvre donc une double valeur heuristique : elle permet tout d'abord d'identifier la gamme des alternatives qui pourraient faire obstacle à la réaffirmation de la *doxa* financière et budgétaire dans le contexte de l'après-Covid. Ensuite, et indépendamment du succès que ces propositions rencontreront, ce débat donne accès aux imaginaires économiques et politiques parfois concurrents qui coexistent au sein du camp hétérodoxe.

En clôture du dossier, le texte et les photographies de Brice Le Gall reviennent sur les récentes mobilisations contre la réforme de l'assurance chômage. Les nouvelles règles d'indemnisation qui conduiront à une baisse drastique du montant des allocations ont été vivement contestées. À côté des critiques émises par la quasi-totalité des centrales syndicales et par le Conseil d'État, qui a temporairement suspendu la réforme, la contestation a aussi pris la forme d'occupations de lieux culturels au cours du printemps 2021. À Paris, l'occupation du théâtre de l'Odéon témoigne de l'urgence sociale dans laquelle la pandémie a plongé des millions de travailleurs précaires, une situation que la réforme de l'assurance chômage va

⁴ Gregori Galofré-Vilà, Christopher M. Meissner, Martin McKee et David Stuckler. « Austerity and the Rise of the Nazi Party », *The Journal of Economic History*, n° 81, 2021, p. 81-113.

encore aggraver. Cette mobilisation permet aussi de se rendre compte des alliances inédites qui se forment entre précaires. Les occupations de lieux culturels dépassent en effet largement le cas des seules professions artistiques : on retrouve sur place une partie des « invisibles » du monde de l'événementiel tels que des régisseurs, des maîtres d'hôtel, des guides, des conférenciers. Pour Brice Le Gall, la crise sanitaire signale l'apparition d'une nouvelle condition sociale : celle d'un précaire de masse en partie « transclasse », « transsectoriel », « transgénérationnel » que les organisations syndicales peinent encore à unifier dans un même combat collectif. Les occupations de lieux culturels, qui ont certes depuis reflué, auront permis de mettre en avant ces reconfigurations à l'œuvre dans le contexte postpandémique.

En marge de ce dossier, et en élargissant la focale, nous avons consacré le grand entretien à l'anthropologue Paul Jorion, connu comme un des experts ayant annoncé longtemps à l'avance la survenue de la crise des « subprimes ». Quel est l'état de la finance un an après le début de la pandémie ? Quels déséquilibres pourraient causer une crise équivalente à celle de 2008 ? Quelles leçons ont été tirées de la crise des subprimes ? Est-ce que la théorie moderne de la monnaie révèle un changement de paradigme économique ? Comment interpréter le changement de cap politique aux États-Unis ? Pourquoi l'inertie politique semble-t-elle plus prononcée en Europe ? Quelles devraient être les priorités économiques pour la gauche ? Paul Jorion répond à ces questions et contribue à éclairer, à partir de ses propres analyses, la situation économique actuelle, qui apparaît autant comme un contexte révélateur de déséquilibres existant qu'un moment effervescent propice à l'ouverture de nouveaux possibles.